

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir accordé si largement vos suffrages.

Pour la majorité d'entre vous, j'ai été dans cette Assemblée, jusqu'à ce scrutin, le président d'un autre groupe politique. Je suis honoré de la confiance que vous me témoignez néanmoins aujourd'hui. Je m'emploierai de toutes mes forces à ne pas décevoir cette confiance et à faire clairement entendre la voix de notre Parlement!

J'entends exercer mon mandat de Président du Parlement européen de manière à ce que celles et ceux qui m'ont élu aujourd'hui n'aient pas à rougir de leur choix, mais aussi en espérant surprendre positivement celles et ceux qui n'ont pas voté pour moi.

Je serai le Président et défendrai les droits de tous les députés!

Mes remerciements s'adressent également à vous, Président Buzek, qui avez été le premier président d'une institution de l'Union européenne à être issu des mouvements de libération de l'Europe orientale et à symboliser ainsi la grande victoire de la démocratie!

J'accède aujourd'hui à cette fonction avec humilité. L'Europe traverse une période agitée et nombreux sont les Européens pour lesquels les temps sont difficiles. Mes parents appartenaient encore à une génération pour laquelle valait le précepte: "Il faut que nos enfants aient une vie meilleure que la nôtre". Et tel est bien le cas! Cependant, nous n'avons plus la certitude que nos enfants connaîtront des conditions de vie aussi bonnes que les nôtres. Sous l'effet de la crise financière, de nombreux pays voient augmenter la pauvreté, tandis que le chômage a pris - particulièrement chez les jeunes - des proportions dramatiques. Ces jeunes manifestent dans les rues européennes contre un système économique dans lequel quelques-uns empochent les profits et font supporter les pertes à la collectivité, un système dans lequel s'impose le sentiment que des agences de notation new-yorkaises anonymes ont plus de pouvoir que des gouvernements et des parlements démocratiquement élus. Cette crise de confiance dans la politique et ses institutions ébranle aussi la foi dans le projet européen. Nombreux sont ceux qui observent nos travaux avec suspicion. Ils ne sont pas persuadés que tout ce que nous faisons ici est vraiment juste. Nous devons être conscients que les Européens sont moins intéressés par les débats institutionnels que par l'avenir de leurs enfants, leurs emplois, leur retraite, la justice sociale. Ce qui leur importe c'est de disposer d'aliments sains et de vivre dans un environnement moins pollué. Nous allons les écouter davantage!

Cette Assemblée est bien le lieu où sont représentés les intérêts des gens, où siègent les délégués du peuple européen. Je peux donc affirmer que les citoyennes et les citoyens qui nous ont exprimé leur confiance par la voie du suffrage universel direct attendent de nous que nous nous battions pour leur cause. Je sais, chers collègues, que vous vous considérez tous comme des avocats des citoyens, et j'en suis fier. Soyez en tous remerciés.

Pour la première fois depuis la création de l'Union européenne, l'échec de celle-ci apparaît comme un scénario réaliste. Depuis des mois, l'Union court d'un sommet de crise à l'autre. Des décisions qui nous concernent tous sont prises à huis clos par les chefs de gouvernement. C'est, à mes yeux, le retour à une situation de la politique européenne qui semblait dépassée depuis longtemps, à savoir l'époque du Congrès de Vienne, au XIX<sup>e</sup> siècle. Le principe qui prévalait alors consistait à imposer ses intérêts nationaux, et ce sans contrôle démocratique.

L'Europe de l'après-guerre repose, au contraire, sur le constat lucide que nos intérêts ne peuvent plus être dissociés de ceux de nos voisins, sur l'idée que l'Union européenne n'est pas un jeu à somme nulle dans lequel l'un doit perdre pour que l'autre gagne. C'est exactement l'inverse: soit nous perdons tous, soit nous gagnons tous. Pour y parvenir, la règle fondamentale est la méthode communautaire. Ce n'est pas un terme technique, mais l'âme même de l'Union européenne!

Que faut-il entendre par là concrètement? Résoudre les conflits par le dialogue et la recherche du consensus. Substituer au droit du plus fort la solidarité et la démocratie. Veiller à l'équilibre entre les intérêts des petits et des grands États, entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest et placer le bien de tous au-dessus des intérêts particuliers.

Le projet communautaire mené de manière naturelle et avec succès durant plusieurs décennies a été abîmé.

Au cours des deux dernières années, un changement s'est produit à la fois dans la perception des problèmes et dans les méthodes appliquées pour les résoudre. En effet, la multiplication des sommets, l'inflation des rencontres de chefs de gouvernement et l'attention exclusive dont leurs réunions font l'objet, écartent dans une large mesure le Parlement européen, seul organe de la Communauté élu au suffrage universel direct, du processus décisionnel. Les représentants des peuples des diverses nations se trouvent, au fond, ravalés au rang de chambre d'enregistrement. Ils en sont réduits à cautionner sans mot dire les décisions intergouvernementales prises dans le petit cénacle bruxellois.

Les citoyens ressentent le défaut de légitimité parlementaire des décisions politiques comme un diktat de Bruxelles dont l'Union européenne dans son ensemble paie le prix; c'est là le terreau du ressentiment antieuropéen.

Le Parlement européen ne peut observer cette situation sans réagir!

Quiconque pense que l'on peut aller vers plus d'Europe avec moins de parlementarisme trouvera en moi un adversaire!

L'accord interétatique sur une nouvelle Union budgétaire représente un premier test. En demandant que la discipline budgétaire aille de pair avec le souci de la croissance et de l'emploi, les représentants du Parlement

européen qui ont pris part aux négociations ont, pour l'heure, prêché dans le désert. C'est pourtant cet équilibre raisonnable qu'attendent les citoyennes et les citoyens! Aussi importe-t-il que nous soyons présents à la table des discussions lors des sommets européens!

L'Europe est une communauté de valeurs. Nous exigeons des candidats à l'adhésion qu'ils respectent strictement les critères de Copenhague. Notre Assemblée doit veiller à ce que le respect et la mise en œuvre de la démocratie, des libertés et des droits fondamentaux aillent de soi aussi dans les États membres. Quiconque viole les valeurs de notre Charte des droits fondamentaux doit s'attendre à voir le Parlement européen de dresser contre lui. C'est le devoir de tous les députés de notre Assemblée.

J'estime qu'il m'appartient, en tant que Président du Parlement européen, l'une des trois institutions majeures de l'Union européenne, de lutter contre cette tendance lourde à l'organisation de sommets et à la renationalisation des dossiers. J'entends agir pour que le Parlement soit plus visible et plus audible comme espace où s'exerce la démocratie et se déroulent des débats contradictoires sur les orientations des politiques de l'Union européenne. Nous devons donner plus de poids à notre parole.

L'enjeu consiste avant tout à négocier avec le Conseil sur un pied d'égalité, qu'il s'agisse des perspectives financières, des réformes de la politique agricole, de la politique de la pêche ou de la politique régionale, de la lutte contre le changement climatique, de la réglementation des marchés financiers, de la justice et des affaires intérieures ou encore de la politique commerciale.

Les représentants des peuples que nous sommes n'avons pas encore exploité, il s'en faut de beaucoup, toutes les possibilités qu'offre un traité de Lisbonne en vigueur depuis deux ans. Nous devons avoir pour objectif commun d'exercer nos compétences réelles, le cas échéant dans des situations d'affrontement. Une plus grande visibilité du Parlement implique notamment que nous portions un regard critique sur la pratique des accords conclus en première lecture.

Tout cela ne peut fonctionner que si nous maintenons notre institution en bon ordre de marche. Avec l'appui de notre Administration, je ferai en sorte que les organes parlementaires et tous les députés disposent du cadre indispensable à l'exercice optimal de leurs fonctions de législateurs.

Je ne serai pas un président facile, mais un président qui luttera, si besoin est, pour que le pouvoir exécutif respecte le Parlement et qui se battra si les intérêts des citoyens sont menacés. Un président qui représentera des députés forts, disposés à prendre à leur compte les préoccupations des citoyens! Un Président qui fera tout pour regagner la confiance que les citoyens ont perdue dans l'unification européenne et susciter de nouveau l'enthousiasme pour l'Europe!

Mesdames et Messieurs les députés,

Nombreux sont ceux qui ont risqué leur vie, trop nombreux sont ceux qui sont morts, pour que s'exercent les droits parlementaires et que soient reconnus les principes du parlementarisme.

Mustapha Ben Jaafar, premier président librement élu de l'Assemblée constituante de Tunisie, observe avec ses collègues - qui sont entrain d'acquérir une première expérience parlementaire – les parlements de l'Europe et le Parlement européen. En Libye, où un despote a fait la guerre à son propre peuple, la première ambassade ouverte est celle de l'Union européenne, qui donne ainsi de l'espoir aux hommes et aux femmes dans une situation difficile. Nous avons été touchés, lors de l'attribution du prix Sakharov, de voir la fascination qu'exercent les valeurs européennes sur une courageuse jeune blogueuse et un héroïque opposant à Kadhafi. Il nous est sans cesse demandé, au Moyen-Orient, comment l'Europe est parvenue à transformer des ennemis en amis et comment nous avons réussi à surmonter nos différences nationales, religieuses et philosophiques pour construire l'Europe. Plus on s'éloigne de l'Europe, plus celle-ci est perçue favorablement.

Œuvrons tous ensemble pour que renaisse en Europe l'enthousiasme envers l'unification européenne!

L'idée européenne est fascinante. Elle s'est imposée comme une réponse de la seconde moitié à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Comment illustrer la première moitié du siècle passé? La haine, la conduite de politiques de grande puissance, l'incitation au rejet d'autrui, le mépris des êtres humains, les tranchées de la Première Guerre mondiale et les goulags staliniens. Les chambres à gaz d'Auschwitz comme le degré zéro de l'histoire de notre civilisation. Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'unification européenne et les institutions communes de l'Europe nous ont valu de connaître la plus longue période de prospérité et de paix de notre histoire. En 1989, ce fut la fin du Rideau de fer. L'Allemagne s'est réunifiée. En 2004 et 2007, d'anciens pays membres du pacte de Varsovie sont entrés dans l'Union européenne, rétablissant ainsi l'unité culturelle et politique d'un continent artificiellement divisé durant quarante ans. Quelle réussite! Pourquoi avons-nous perdu la capacité d'en être fiers? Pourquoi acceptons-nous que l'on dénigre cet exceptionnel acquis historique?

Mesdames et Messieurs,

Mon grand-père a combattu durant la Première Guerre mondiale. Vingt ans plus tard, mon père a participé à une guerre durant laquelle un régime hitlérien criminel a mis le monde à feu et à sang. J'ai grandi dans une ville située au carrefour de trois pays, en un lieu où les gens devaient passer par de longues files d'attente pour franchir la frontière qui les séparait de leurs voisins de Belgique ou des Pays-Bas.

Nous avons surmonté les épreuves de la guerre et de la faim. Nous avons ouvert les frontières. Nous avons renié le racisme et la xénophobie. Nous

vivons aujourd'hui dans une Europe libre et ouverte, une Europe qui peut être fière de sa diversité culturelle.

Plaçons cette Europe en situation d'affronter le XXI<sup>e</sup> siècle de sorte qu'elle redevienne pour la jeune génération la promesse d'une patrie européenne forte sur le plan économique, juste d'un point de vue social, libre et démocratique.

Je vous remercie de votre attention.